

# Banque centrale européenne - rapport annuel 2025

2025/2182(INI) - 16/01/2026 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires économiques et monétaires a adopté le rapport d'initiative de Johan VAN OVERTVELDT (ECR, BE) sur la Banque centrale européenne - rapport annuel 2025.

## *Gouvernance*

Les députés ont affirmé que **l'indépendance statutaire** de la BCE, telle qu'elle est consacrée dans les traités, est un préalable indispensable à l'accomplissement de son mandat, à savoir le maintien de la stabilité des prix. Rappelant que la BCE est responsable devant le Parlement, ils ont souligné l'importance de la **transparence** pour la reddition de comptes et la nécessité d'une architecture institutionnelle et de mécanismes de reddition de comptes solides.

## *Politique monétaire*

Les députés font part de leur préoccupation face aux niveaux d'inflation élevés des années consécutives à la pandémie de COVID-19, induits par des chocs au niveau de l'offre. Ils ont invité la BCE à évaluer de manière approfondie les causes de ces niveaux d'inflation élevés dans son rapport annuel.

Tout en se félicitant de la baisse de l'inflation par rapport aux taux de 2022-2023 ainsi que de sa récente stabilisation, le rapport reconnaît le **risque persistant d'une reprise de l'inflation** et souligne que les futures démarches en vue d'un assouplissement de la politique monétaire devraient être prudentes, fondées sur les données et guidées par la stabilité des prix.

L'objectif d'inflation de la BCE est passé, au fil du temps, d'une valeur de référence «inférieure à 2%» à un objectif «au-dessous, mais proche de 2%», et à un **objectif symétrique** de «2%» à moyen terme. La BCE est invitée à évaluer la pertinence de son objectif symétrique, en tenant également compte de facteurs qualitatifs.

Le rapport soutient la BCE dans sa volonté de réduire encore son rôle direct dans l'achat de titres et encourage la BCE à abandonner progressivement ses programmes d'achats d'obligations d'État. Il invite la BCE à éviter de payer aux banques des taux de dépôt supérieurs aux taux du marché et à éliminer tout obstacle entravant la reprise des marchés interbancaires à court terme non garantis. Il soutient également les efforts de la BCE pour inclure les logements occupés par leur propriétaire dans sa surveillance des indices de prix.

## *Objectif secondaire: soutenir les politiques économiques générales dans l'Union*

Le Parlement a souligné l'importance de **finances publiques saines et viables** pour résister à un environnement de taux d'intérêt élevés, compléter les efforts de la BCE pour maintenir l'inflation à un faible niveau, conserver une économie stable et préserver la résilience face aux futurs chocs économiques et financiers. La BCE devrait également tenir compte des effets potentiels du **changement climatique** dans une perspective de stabilité des prix, et dans le cadre de son mandat.

Notant que, à l'heure actuelle, se tiennent des discussions sur **l'euro numérique**, le rapport a souligné l'importance de maintenir le rôle des espèces. Il a également invité la BCE à intensifier la surveillance des **cryptoactifs**, tels que les stablecoins.

Les députés soutiennent le rôle que joue la BCE pour la promotion de la stabilité financière dans le cadre du **mécanisme de surveillance unique** et sa fonction de prêteur en dernier ressort pour des établissements solvables, moyennant de bonnes garanties et des taux de pénalité, afin de préserver la liquidité et la confiance en cas de crise. Le rapport soutient la BCE dans ses efforts pour améliorer la culture financière dans l'Union et se félicite de l'engagement de la BCE en faveur des efforts de **simplification**.

Enfin, les députés se félicitent de l'adhésion de la République de Bulgarie à la zone euro, en tant que 21e membre, à compter du 1er janvier 2026.